



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Refusons de faire confiance à l'Etat bourgeois et à son gouvernement

La propagande bourgeoise fait feu de tout bois. Les catastrophes plus ou moins "naturelles" sur lesquelles s'est achevée l'année 1999 auront été une occasion rêvée pour les représentants de l'Etat français de nous servir leur poison idéologique. Car, le premier émoi passé, rien de tel au fond qu'une bonne "catastrophe nationale" pour l'Etat bourgeois, surtout quand elle est occasionnée par les "forces incontrôlées de la nature" : elle lui permet de jouer son grand jeu de Samaritain suprême et d'appeler les prolétaires à resserrer les rangs sous son aile prétendument protectrice.

Ainsi, lors de son traditionnel discours de vœux, Chirac pouvait insister sur "le rôle de l'Etat dans notre société. Un Etat sur lequel pèsent les responsabilités essentielles : le service public, la sécurité, la solidarité." Et les médias ne se sont pas privés de souligner à quel

point l'Etat a fait diligence face aux événements : n'a-t-il pas remis en état de marche les gigantesques réseaux électrique et téléphonique et les milliers de kilomètres de lignes jetées à terre par les vents déchaînés ? N'a-t-il pas mobilisé d'urgence et envoyé partout ses agents pour secourir les populations privées de tout aux quatre coins du pays ? N'a-t-il pas encouragé la "solidarité citoyenne" et l'effort de tous pour réparer, déblayer, reconstruire et nettoyer les plages ? N'a-t-il pas enfin donné lui-même l'exemple en ouvrant grand ses caisses et en sortant des milliards pour soutenir ceux qui ont vu leur toit ou leur gagne-pain anéanti en une nuit ? Il faut dire que la France n'est pas le Venezuela ou la Turquie et ces faits rappellent seulement que la quatrième puissance mondiale a encore les moyens de donner chair à cette illusion que l'Etat assure et qu'il garantit réellement

la sécurité et les conditions de vie de la population.

Mais c'est pourtant bel et bien une illusion.

D'abord parce que, s'il est vrai que l'Etat bourgeois se préoccupe quelque peu du sort de la population, cela n'est pas le moins du monde désintéressé, mais parce que, fondamentalement, cela fait partie du maintien de l'ordre capitaliste. Les prolétaires doivent être en état d'aller au travail, ils doivent avoir un toit sur leur tête, les routes et les communications doivent fonctionner au mieux pour rentabiliser le capital, enfin la misère grandissante qu'impose la logique capitaliste ne doit pas être trop visible afin de maintenir un minimum de paix sociale. Voilà tout.

C'est une illusion, parce que cet Etat "protecteur" et "réparateur" qu'on nous présente à cette occasion est pourtant bien le même Etat qui cogne chaque

jour un peu plus sur les conditions d'existence de la classe ouvrière. C'est lui qui, le premier, jette les prolétaires dans une insécurité quotidienne et sans issue. C'est ce gouvernement, avec son discours de gauche hypocrite, qui orchestre la précarisation des conditions de travail avec les fameuses 35 heures. C'est lui qui ferme des hôpitaux, supprime des lits et des postes d'infirmiers. C'est encore lui qui, en ce moment même, se prépare à mettre en cause les régimes de retraites, c'est-à-dire à rendre plus précaires les conditions de vie des prolétaires âgés tout en attaquant les salaires de ceux qui sont encore au travail.

Ce gouvernement peut bien clamer, par la bouche de Jospin, qu'il entend désormais "maîtriser les forces du marché et les excès du libéralisme". Il peut bien se poser ainsi en rempart contre des "forces du marché" rendues respon-

sables de la marée noire, comme les "forces de la nature" le seraient des dégâts provoqués par la tempête. Il peut bien chercher en permanence à nous faire croire que l'aggravation continue du sort des ouvriers viendrait des "abus" du capitalisme et autres "mondialisation". Il ne fait que chercher à s'innocenter de sa responsabilité. Car ce n'est ni le "libéralisme" (sauvage ou pas) ni la "mondialisation" qui rendent en soi la classe ouvrière toujours plus corvéable et misérable, mais le principe même de l'exploitation capitaliste. De même que c'est ce principe qui exige que le pétrole voyage sur des vieux rafiot pourris, concurrence internationale oblige. Et l'Etat bourgeois en est complètement responsable : en tant que premier patron capitaliste et en tant que garant des intérêts du capital national, il en est même le premier organisateur.

(SUITE PAGE 5)

BILAN DU XXe SIECLE

Le siècle le plus barbare de l'histoire

En ce début d'année 2000, journaux, magazines et autres médias foisonnent d'articles, de reportages relatant en long, en large et en travers l'histoire du 20e siècle et les perspectives pour le 21e. On nous serine, sur tous les tons, que, malgré les guerres mondiales, les massacres en tous genres, la pauvreté qui gangrène la planète, ce siècle a été un siècle de progrès. N'a-t-il pas vu la victoire, au prix de sacrifices effroyables, des forces démocratiques sur les "forces du mal", à savoir tous les totalitarismes ? En 1945 sur le nazisme, en 1989 sur le stalinisme frauduleusement identifié au communisme. L'histoire ainsi réécrite par les idéologues de la bourgeoisie permet de dédouaner le capitalisme de toutes les horreurs de ce siècle, dont les seules "forces du mal" porteraient la responsabilité.

La lutte à mort entre la démocratie et le totalitarisme n'est en fait que le paravent idéologique servant à dissimuler les multiples conflits qui ont ensanglanté ce siècle, mettant aux prises des régimes tous aussi barbares et capitalistes les uns que les autres.

Les vraies forces antagoniques dans ce monde, ce sont le prolétariat et la bourgeoisie, et c'est de l'issue de leur confrontation que dépend l'évolution du monde.

Si le prolétariat avait réussi à vaincre la bourgeoisie à l'échelle mondiale lors de la vague révolutionnaire de 1917-23, l'humanité, en se libérant du joug du capitalisme, se serait engagée vers les formes de vie supérieures d'une société réellement communiste. Au lieu de cela, ce qui s'est abattu sur la planète après l'échec de cette vague révolutionnaire, c'est la barbarie et la misère pour les grandes masses de prolétaires. Une chose est sûre, le 20e siècle a été le plus barbare de l'histoire. Ce qu'il laisse dans notre mémoire, c'est le goulag stalinien, les camps de concentration nazis, la guerre des tranchées, les champignons atomiques des explosions nucléaires sur le Japon et bien d'autres horreurs. La guerre est réellement devenue le mode de survie pour tous les Etats capitalistes du 20e siècle, qu'ils soient démocratiques ou totalitaires.

La décadence du capitalisme

Ce caractère de plus en plus apocalyptique que prend la vie sociale sur l'ensemble de la planète depuis le début de ce siècle n'est ni une fatalité, ni le produit d'une prétendue folie humaine, ni une caractéristique du capitalisme depuis ses débuts. C'est une manifestation de la décadence du mode de pro-

duction capitaliste qui, après avoir été, du 16e siècle à la fin du 19e, un puissant facteur de développement économique et social, s'est transformé, du fait de ses propres contradictions, en une entrave de plus en plus forte à la poursuite de ce développement. En effet jusqu'à la fin du 19e siècle, à travers le commerce avec des zones non encore soumises à son mode de production, le capitalisme avait pu assurer un débouché à sa production. A l'orée du 20e siècle, son expansion mondiale est achevée et, en atteignant ses limites géographiques, il a atteint aussi ses limites historiques. Dorénavant, le système capitaliste est confronté à un mal chronique, une insuffisance de débouchés solvables pour lui permettre d'écouler ses marchandises. La crise de surproduction permanente devient la manifestation caractéristique des contradictions du mode de production capitaliste. La concurrence qui en découle entre les différentes nations capitalistes devient de plus en plus implacable. Pour survivre, chaque nation est contrainte de se développer aux dépens des autres et c'est là que réside la véritable cause des guerres : non pour ouvrir la voie vers de nouveaux marchés, mais pour le repartage des marchés existants. La Première Guerre mondiale en 1914 signe donc avec fracas l'entrée du système dans sa

période de décadence. De progressiste, le capitalisme devient un système réactionnaire. Depuis 1914, l'humanité est plongée dans le cycle infernal de crise-guerre-reconstruction- nouvelle crise... Il n'est plus en mesure d'accorder de réforme durable à la classe ouvrière qui est contrainte de se défendre pied à pied contre les attaques de ses conditions d'existence. La seule alternative qui se présente à la classe ouvrière est : guerre ou révolution.

La révolution d'Octobre 1917 en Russie - en réponse à la misère et à la

barbarie effroyables de la Première Guerre mondiale - marque la première étape d'une vague révolutionnaire qui ébranle le monde et fait trembler la bourgeoisie jusqu'en 1923. Pour la première fois dans l'histoire, une classe exploitée a pris le pouvoir sur tout le territoire d'un immense pays. Les bolchéviks, l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat russe, avaient compris que cette révolution en Russie n'était possible que parce qu'elle était le produit d'un mouvement mondial de

(SUITE PAGE 4)

Dans ce numéro

Massacres en Tchétchénie :

Toutes les grandes puissances sont complices et responsables p. 2

Russie : Le sinistre bilan des années Eltsine p. 2

Côte d'Ivoire :

Une vitrine de l'impérialisme français qui vole en éclats p. 2

Catastrophes "naturelles"

Le capitalisme est une menace pour la survie de l'humanité p. 3

Vénézuéla : l'hypocrisie et le cynisme de la bourgeoisie p. 3

France :

Les attaques anti-ouvrières du gouvernement de gauche p. 5

Financement occulte des syndicats : une preuve de plus que les syndicats sont un rouage de l'Etat p. 5

Thèses sur la démocratie bourgeoise

et la dictature prolétarienne (mars 1919) p. 8

MASSACRES EN TCHETCHENIE

Toutes les grandes puissances sont complices et responsables

La deuxième guerre en Tchétchénie, comme la première qui dura de 1994 à 1996, s'enlise et s'enfoncé dans la barbarie la plus criante. Les derniers bilans faisaient état de 15 000 morts tchétchènes fin décembre et de 3000 morts du côté russe à la mi-janvier, sans compter les centaines de milliers de blessés, les enfants mutilés, les femmes violées par une soldatesque alcoolisée en permanence, les plus de 300 000 réfugiés vivant dans la boue, sous les fusils de leurs gardiens, la faim, la soif, les épidémies qui s'avancent. Et ce n'est pas que la vie et le sang des Tchétchènes qui sont pompés avec l'avidité la plus brutale. Ainsi, les maisons sont systématiquement dévalisées. Le quotidien russe *Kommersant* (cité dans *Le Monde* du 21 janvier) rapportait que "des tapis, des équipements audio et vidéo et d'autres matériels, le tout pour une valeur de plusieurs milliers de dollars" avaient été trouvés dans des camions de la 22e brigade d'élite du ministère de l'Intérieur. Un gigantesque trafic mafieux s'est développée dans la zone de "sécurité" occupée par l'armée russe, trafic dont les généraux et les "commandants-parrains" sont les maîtres : business sur la vente du pétrole sous leur contrôle, marchandage des armes et munitions, revente des corps des combattants aux familles. Ce n'est d'ailleurs pas que lorsqu'ils sont réduits à l'état de cadavres que les soldats sont l'objet du profit : "Dans une correspondance que nous avons reçue de Russie,

un lecteur nous a informé de l'existence d'un véritable trafic d'otages dans lequel la complicité d'officiers russes et de chefs de bandes tchétchènes est avérée. Cette affirmation semble confirmée par la presse elle-même, en particulier la vente et la livraison par des officiers russes à des gangs tchétchènes de leurs propres... soldats ! Qui sont ensuite l'objet d'un chantage auprès de leurs familles et rendus contre une rançon que se partagent les uns et les autres." (*Revue Internationale* n°100)

La prise de Grozny, qui s'annonçait comme une promenade de santé alors que l'état-major russe lançait son offensive en bombant le torse, est reculée sans cesse. Dernièrement, un des chefs de l'offensive militaire russe fixait avec le plus grand sérieux la fin de la guerre au 26 février. Il s'agit d'une rodomontade et d'une intoxication idéologique de plus qui n'impressionnera personne. En fait, si les Russes achevent leurs opérations militaires à cette date, c'est qu'il s'agit d'une défaite claire et nette pour Moscou, parce qu'il est évident que d'ici-là ils n'auront pas pris possession d'une ville défendue bec et ongles par des combattants tchétchènes apparemment bien organisés.

Ce ne sera pas non plus sous la pression des bourgeoisies occidentales et démocratiques qui, malgré leurs déclarations réprobatrices, ont depuis le début donné le feu vert à l'opération de ratissage russe. Nous avons souligné sans relâche, dans notre presse territo-

riale et internationale, l'hypocrisie et la complicité de toutes ces grandes puissances vis-à-vis des massacres en Tchétchénie. La délégation du Conseil de l'Europe qui s'est rendue le 19 janvier à Goudermès, en territoire "libéré" par les Russes, décidait, malgré son observation *in vivo* des exactions russes, de ne pas suspendre la Russie de cette organisation pour si peu. Il est vrai qu'il en faut certainement beaucoup plus à ceux qui viennent, il y a moins d'un an, d'amener à la destruction le Kosovo et la Serbie aux portes de l'Europe occidentale. Et tant que la Russie se limite à porter le fer au nord du Caucase, tant qu'elle n'a pas les moyens, à son grand dam, de se mêler directement au bras de fer que se livrent les Etats-Unis, les bourgeoisies européennes, la Turquie et l'Iran pour le contrôle du pétrole de Bakou, les grandes puissances lui ficheront la paix.

La volonté commune des autres puissances de ne pas enfoncer plus la Russie n'est que temporaire et la logique implacable des intérêts impérialistes relancera de nouveau la tendance au chaos et à la décomposition dans le Caucase. Le calvaire des populations caucasiennes n'est pas fini. Cette région du monde ne connaîtra plus la paix et ne se relèvera jamais des destructions qui l'ont touchée et continuent à la toucher.

Albizia (22 janvier)

RUSSIE

Le sinistre bilan des "années Eltsine"

L'annonce surprise à la télévision de sa démission par le président Boris Eltsine le 31 décembre 1999 ne pouvait être plus théâtralisée. Ce spectaculaire passage de témoin à son premier ministre Poutine, douze jours après leur succès commun aux élections législatives, fut un grand succès médiatique, permettant au maître du Kremlin de réussir sa sortie, malgré toutes les controverses qui ont alimenté son exercice du pouvoir depuis 1991.

Quel est en effet le bilan des "années Eltsine" qui coïncident pratiquement avec la fin de l'URSS ?

Rappelons-nous qu'on promettait alors à la Russie l'ouverture d'une période de prospérité. Cependant, ce pays a cumulé les amères désillusions pour les populations et les fiascos retentissants pour les gouvernements.

Tous les médias aux ordres de la bourgeoisie occidentale ont d'abord bruyamment célébré le triomphe du libéralisme économique, salué la détermination du gouvernement russe à prendre en charge les privatisations et vanté les fabuleux profits à tirer de ce nouveau marché. De fait, les capitaux étrangers, qui avaient afflué en masse dans l'espoir d'investir avec profit ce soi-disant nouveau marché juteux, se sont repliés tout aussi précipitamment devant l'ampleur du délabrement des infrastructures économiques. Pour la population, la faillite d'un très grand nombre d'entreprises s'est traduite par l'irruption brutale et massive du chômage qui laisse aujourd'hui 40% de la population en âge de travailler sans emploi. C'est surtout un enfoncement dans une misère effroyable pour la majorité de la population : officiellement 42 millions de Russes, soit 30% de la population, vit, à l'heure actuelle, en dessous du seuil de pauvreté. La classe ouvrière en particulier a vu ses conditions d'existence se détériorer encore davantage que sous l'ère honnie du stalinisme. Le phénomène s'est accéléré après l'onde de choc de la crise financière en Asie du Sud-Est des pseudo-pays émergents qui s'est traduit par une forte dévaluation du rouble en août 1998. Depuis lors, la majorité des salaires ouvriers sont payés avec des mois de retard, quand ce n'est pas dans beaucoup de cas, pas payés du tout. L'aménagement de la misère a contraint à recourir à des formes de troc. Au lieu de régresser, le marché noir, déjà généralisé auparavant, s'est intensifié. La débrouille à coups d'expédients au jour le jour pour la survie, l'alcoolisme, la délinquance qui se sont encore développés au sein d'un état de famine endémique attestent d'une décomposition, d'un délitement profond du tissu social.

Le chaos politique se traduit par le délabrement de l'appareil d'Etat. La décrépitude et le discrédit du pouvoir central, la déliquescence des institutions sont l'expression de cette décomposition. La corruption s'est généralisée : les mafias, dont la puissance économique s'est fait reconnaître partout dans le monde, font ouvertement la loi dans les provinces et ont investi jusqu'au pouvoir central. Le scandale des détournements de fonds du FMI destinés à redresser l'économie russe a éclaboussé la famille Eltsine et ses proches. Les anciens apparatchiks du parti, nouveaux chantres des valeurs démocratiques, se sont reconvertis massivement en entrepreneurs à l'occidentale et en mafieux. La décomposition du corps

administratif et, en particulier de l'armée, n'a cessé de se développer (l'actuelle guerre en Tchétchénie a par exemple permis de multiplier les trafics d'armes et même de soldats, organisés entre des officiers russes et des mafias locales). En même temps, le fragile contrôle du gigantesque arsenal nucléaire du pays continué d'alarmer les autres bourgeoisies.

Durant cette même période, on a assisté au rétrécissement de la zone d'influence impérialiste russe, d'autant plus réduite qu'elle est amputée d'une partie du territoire de l'ex-URSS qui échappe désormais à son contrôle. Tout l'ère Eltsine est marquée et caractérisée par le déclenchement et la poursuite des deux guerres en Tchétchénie. L'échec de la première a représenté une véritable humiliation, significative du déclin de la puissance russe et de sa relégation en impérialisme de second ordre. L'enjeu de la deuxième guerre en Tchétchénie dans laquelle la bourgeoisie russe s'est lancée avec encore plus de sauvagerie est la menace d'une désintégration plus forte qu'en 1991, étendue à tout le territoire (cf. article ci-contre). Elle en a fait une question de vie ou de mort, qui, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, lui a servi à redresser l'image de l'Etat en organisant, par une ignoble campagne nationaliste et militariste, l'union sacrée de la population derrière sa politique de bombardements et de massacres de civils tchétchènes. Mais cette politique de légitimation de l'Etat par la guerre atteint aussi ses limites, parce que les milliers de cadavres de soldats russes qui reviennent aujourd'hui dans les foyers commencent à rendre la guerre nettement moins "populaire".

Dans la droite ligne de leur soutien aux massacres russes en Tchétchénie (1), toutes les grandes puissances sont unanimes pour saluer la décision d'Eltsine de s'éclipser et de nommer Poutine comme son successeur, depuis ceux qui ont toujours soutenu l'ancien président, comme les Etats-Unis, qui en avaient fait le symbole de la nouvelle alliance historique des deux anciennes têtes de bloc, jusqu'à ceux qui le décriaient de plus en plus, comme plusieurs Etats européens, notamment l'Allemagne ou la France.

Pour pouvoir ravalier la façade d'un pouvoir d'Etat chancelant, discrédité et corrompu que symbolisait Eltsine, le nouveau pouvoir ne peut à terme que tenter de s'en démarquer et chercher à se construire une nouvelle image. Cependant, quelles que soient les tentatives que l'Etat russe puisse mener en ce sens dans l'avenir, cela ne peut rien changer sur le fond. Tandis que les massacres de populations vont continuer, loin de pouvoir apporter le moindre amélioration des conditions de vie du prolétariat, l'accélération de la crise ouverte du capitalisme mondial ne peut qu'entraîner là comme ailleurs les ouvriers vers une paupérisation encore plus dramatique.

CB (17 janvier)

(1) Voir article *RI* n°296 (décembre 1999) et *Revue Internationale* n° 100 (1er trimestre 2000).

CÔTE D'IVOIRE

Une vitrine de l'impérialisme français qui vole en éclats

Sans une goutte de sang, les militaires démettent le président en place et prennent le pouvoir à Abidjan. Du côté de la France, protecteur historique, une simple dénonciation de principe et, sans un coup de feu, l'accompagnement de Konan Bédié, le président déchu, jusqu'à sa terre d'asile. Le continent africain ne nous avait pas jusqu'à maintenant habitués à ce genre d'événements. Il y a à peine deux ans, en 1998, une mutinerie en Centrafrique avait encore donné lieu à l'intervention de l'armée française. Pourquoi les armes se sont-elles tuées aujourd'hui ?

Les médias français ont avancé comme explication le fait que la France avait été totalement surprise par l'événement, et que les tentatives pour mettre en place une force de réaction sur place avaient échoué faute de volontés locales de s'engager.

Mais ce qui explique surtout la réaction française face au coup d'Etat, c'est la nouvelle donne, à la fois spécifiquement en Côte d'Ivoire depuis la mort d'Houphouët Boigny en 1993, et plus généralement en Afrique depuis le milieu des années 90, qui conduisit la France à tracer les axes d'une nouvelle politique africaine qui a beaucoup de mal à se mettre en place.

La Côte d'Ivoire est l'un de ces symboles majeurs de la colonisation française en Afrique. Ancien comptoir taillé sur mesure pour accompagner l'extension du capitalisme français florissant à la fin du 19e siècle, le pays fut construit par la France dans ses moindres détails : infrastructures, organisation ad-

ministrative et formation des hommes à la défense des intérêts impérialistes français. Loin de se couper avec l'indépendance, ce cordon ombilical fut maintenu avec la désignation par la France de son meilleur élève : Félix Houphouët Boigny. Après avoir en France usé les bancs du parlement et même connu les ors d'un ministère, le "Père de la nation ivoirienne" allait pendant plus de trente ans se mettre le plus fidèlement du monde au service de sa protectrice.

Le meilleur relais de l'impérialisme français en Afrique

Pendant la guerre froide, la Côte d'Ivoire constituera, sous l'égide de la France, une solide base avancée de l'impérialisme occidental en Afrique. Face aux avancées de l'impérialisme russe, la Côte d'Ivoire fera le sale boulot des "démocraties" occidentales en allant courtiser l'Afrique du Sud et Israël. Pendant la "guerre de libération" angolaise, c'est encore Houphouët Boigny qui prendra en main, au nom de la France et du bloc de l'Ouest, la mise en place et le financement de la guérilla de l'UNITA contre le gouvernement pro-URSS du MPLA.

Après l'éclatement des blocs, qui mettait fin à la guerre froide, la Côte d'Ivoire gardera sa fidélité à la France, en venant par exemple apporter sa pierre à l'attaque du seul bastion américain dans cette partie de l'Afrique, le Libéria, notamment par un soutien militaire au mouvement de Charles Taylor, aujourd'hui au pouvoir.

La mort d'Houphouët Boigny en 1993 donnera lieu à la nomination par Paris du dauphin Konan Bédié, permettant de maintenir en Côte d'Ivoire la plus importante présence française en Afrique, avec près de 600 militaires et 20 000 civils divers.

Mais derrière cette histoire aux apparences de calme et de stabilité, le pays n'allait pas échapper à la crise qui frappe sans distinction l'ensemble du continent noir.

Depuis la mort du Père de la Nation, la "vitrine" ivoirienne dont se gaussait la bourgeoisie française avait de moins en moins belle allure. Toute la zone Franc montrait des signes d'un inévitable effondrement, et il fallut que la France se résolve à un électrochoc pour y remédier. La dévaluation du Franc CFA, en janvier 1994, permis d'effacer les effets les plus critiques de la crise et de redonner des taux de croissance dont la France pouvait à nouveau se féliciter comme un signe de sa politique "responsable" auprès de ses "amis" africains.

Mais les résultats de cette dévaluation furent surtout de courte durée. C'est que la croissance ne repose que sur un endettement extérieur tout simplement hallucinant : 100 milliards de Francs français. Une somme qui ne permet pas d'envisager sérieusement un remboursement, à moins de recourir de nouveau à la dette... La bourgeoisie ne pourra plus cacher longtemps la crise, ni l'effondrement des prix des matières pre-

(SUITE PAGE 6)

CATASTROPHES "NATURELLES"

Le capitalisme est une menace pour la survie de l'humanité

Cyclone d'une puissance exceptionnelle (vents de 250km/h) sur les côtes indiennes en octobre, pluies diluviennes en Afrique de l'Ouest entre juillet et octobre, au Mexique en octobre, au Venezuela en décembre, sécheresse au Proche-Orient, en Australie, et pour couronner le tout, les fameuses tempêtes des 26 et 27 décembre sur l'Europe occidentale. La liste des calamités atmosphériques de 1999 est interminable. En augmentation constante, elle s'ajoute à toutes celles de ces dernières années (1). Comme toujours le prolétariat vit dans sa chair ces catastrophes dites "naturelles": des centaines de milliers de morts, de blessés, de sans-abri. La bourgeoisie se borne à constater, après coup, l'étendue des dégâts et verse ses habituelles larmes de crocodile. Fatalité? L'OMM (2) lance depuis des années des avertissements sur l'évolution du climat. En France, après la tempête du 26 décembre, on a pu voir la presse d'actualité et de vulgarisation scientifique faire grand cas des préoccupations relatives au réchauffement global dû à l'augmentation de la concentration des gaz à effet de serre. Les journalistes les plus audacieux, pris d'un doute, adjurent humblement nos

gouvernants - on les sait très préoccupés par le bien commun! - de mener une autre politique pour réduire les émanations des gaz incriminés (3). En fait, beaucoup de bruit pour rien: tout continuera à l'identique jusqu'à la prochaine catastrophe.

La totale responsabilité d'un capitalisme... irresponsable

Il ne s'agit pas ici de nier la complexité des phénomènes climatiques: leur meilleure compréhension et leur modélisation restent parmi les grands enjeux scientifiques que l'homme doit relever. Nous n'avons pas la prétention d'apporter la preuve formelle qu'un lien direct unirait tous les phénomènes climatiques un peu exceptionnels. Il n'en reste pas moins que:

- Le réchauffement global du climat est d'une inquiétante réalité. Sur le siècle, il est d'environ 0,7°C. La dernière décennie a été la plus chaude du siècle mais également du dernier millénaire. Après 1998, année la plus chaude jamais enregistrée, 1999 est restée très chaude (la plus chaude en Angleterre

depuis 341 ans). A ce rythme, la température se sera élevé de 1,5°C à 4,5°C d'ici 2100.

- Ces augmentations, aussi minimes soient-elles, cachent des écarts considérables qui renforcent la violence des tempêtes et ouragans du type El Niño (celui de 97-98 a fait plus de 20 000 morts en Colombie).

- La banquise arctique a perdu 40% de son épaisseur en 30 ans, et perd 37 000 km² par an. Les carottes de glaces extraites en Antarctique (jusqu'à 3600 mètres, permettant de remonter le temps sur 420 000 ans) révèlent que les concentrations actuelles de CO₂ et de CH₄ (3) "ont atteint un niveau jamais rencontré précédemment" (Jean-Robert Petit, CNRS, dans *Le Monde* du 10/06/1999) et que ces gaz jouent un rôle déterminant dans les variations climatiques.

- La désertification galopante de certaines régions du monde, la persistance du trou d'ozone au-dessus de l'Antarctique, sont autant de phénomènes convergents que nous ne pouvons développer ici.

Les catastrophes naturelles ne sont donc pas si "naturelles" que cela. Pour la première fois dans l'histoire de l'hu-

manité, l'homme influence l'évolution globale du climat à un rythme stupéfiant. Mais la bourgeoisie ne veut pas le savoir et elle ne veut surtout pas se donner les moyens de le savoir. Elle ne peut que refuser d'établir un lien indiscutable entre les produits de l'activité destructrice du capitalisme (tels que la pollution industrielle mais aussi tels que l'irrationalité des transports dans les mégapoles ou la déforestation massive en Amazonie) et les dérèglements climatiques. Cela fait plus de vingt ans que la communauté scientifique a pourtant tiré la sonnette d'alarme sur l'effet de serre, les risques liés à la déforestation de l'Amazonie, etc! Tout au plus, la bourgeoisie accepte-t-elle de prendre en compte ce lien comme une simple hypothèse dans le cadre d'un débat d'idées, en se réfugiant derrière l'argument que les scientifiques ne peuvent pas, dans l'état actuel de leurs connaissances se prononcer catégoriquement sur le sujet, préférant d'ailleurs s'en tenir à la thèse que ce réchauffement de la planète relèverait d'un cycle climatique à très grande échelle, c'est-à-dire bien au-delà de l'histoire humaine. Cette "théorie alternative" des cycles climatiques longs est pourtant

d'autant moins crédible que d'après cette logique, nous devrions aller vers une... glaciation!

On "apprécie" ainsi toute l'irresponsabilité et toute l'arrogance d'une bourgeoisie qui n'a pas de "certitudes scientifiques".

Mais ce que cherche à masquer la bourgeoisie, c'est aussi la pleine et entière responsabilité du système capitaliste face aux conséquences des manifestations naturelles. Qu'il s'agisse de tempêtes, cyclones, inondations, sécheresse, auxquels il faut ajouter les tremblements de terre: l'ampleur des dégâts matériels et le bilan humain souvent effroyable des catastrophes reposent entièrement sur la loi du profit capitaliste le plus rapide et au coût le plus bas: urbanisme délirant (50% de la population mondiale vit entassée dans des agglomérations urbaines), constructions à l'économie (HLM cages à lapin, préfabriqués, bidonvilles, mais aussi "toits" d'école en tôle ondulée en France; du ciment coupé de sable dans les habitations touchées par le dernier tremblement de terre en Turquie, infrastructures obsolètes...), modification ou destruction du réseau hydrologique naturel, déboisement, érosion dramatique des sols, démographie incontrôlée, etc. A cela s'ajoute la déficience des systèmes de prévisions (4) et de secours. Tout ceci n'est pas nouveau mais la bourgeoisie continue d'invoquer la fatalité.

Il est vrai aussi que le capitalisme n'a pas besoin de s'en remettre à "mère Nature" pour susciter des catastrophes: il se débrouille très bien tout seul. Pour preuve, les marées noires. En l'espace d'un mois, en plus de l'Erika, deux autres naufrages de pétroliers sont venus dévaster des régions côtières en Turquie et au Brésil. Mais ce sont aussi divers accidents nucléaires, de Three Miles Island aux Etats-Unis à Tokaimura au Japon en passant par Tchernobyl, la dioxine de Seveso, les accidents ferroviaires ou aéronautiques à répétition, la pollution de l'air (causant entre autres une augmentation considérable des maladies allergiques et infectieuses), les empoisonnements alimentaires massifs ou progressifs par l'usage incontrôlé de pesticides, engrais, dés herbicides. Même dans les pays industrialisés, boire de l'eau courante relève de plus en plus de la gageure.

On n'en finirait pas de dresser l'acte d'accusation de la criminelle incurie de ce système. La réalité, c'est que le capitalisme est totalement incapable de changer quoi que ce soit aux scénarios catastrophes qu'il nous mijote. Et cela pour la simple raison que les phénomènes de pollution ou les divers accidents sont le pur produit de la logique même d'un système basé sur le profit au mépris des vies humaines.

L'illusion réformiste de l'écologie

Ceux qui sont convaincus du contraire ne manquent pas "d'idées" pour réformer ce capitalisme toujours qualifié de "mondialisé" ou "d'ultra-libéral", pour mieux disculper la classe dominante elle-même. Ecartons la caricature gauchiste à la sauce Krivine (LCR) qui appelle au boycott des produits

(SUITE PAGE 4)

INONDATIONS AU VENEZUELA

L'hypocrisie et le cynisme de la bourgeoisie

Nous publions ci-dessous une prise de position d'Internacionalismo, section territoriale du CCI au Venezuela, sur les terribles inondations qui se sont produites dans ce pays au mois de décembre 1999.

Les pluies persistantes et prolongées qui sont tombées sur le Nord du pays depuis le début du mois de décembre ont causé des milliers de morts, de blessés et de sinistrés de toutes sortes. Le gouvernement essaye de minimiser les chiffres, mais on calcule que le chiffre des morts atteint 20 000, le nombre de blessés n'a pas été établi et les sinistrés dépassent les 150 000 dans tout le pays. Comme c'est déjà arrivé dans d'autres "catastrophes naturelles" qui ont frappé d'autres pays du "Tiers monde", on ne saura jamais les chiffres exacts de morts, blessés et disparus; beaucoup de quartiers ont été couverts par la boue, la végétation et les rochers arrachés par les eaux et seront sans doute déclarés "terre sacrée" (cimetière).

Cette catastrophe est une nouvelle occasion pour les bourgeoisies aussi bien des pays "riches" que des pays "pauvres" de se livrer à une débauche d'hypocrisie en nous inondant, elles, avec leurs larmes de crocodiles. Depuis les "désastres naturels" en Amérique centrale, au Mexique, en Colombie, en Turquie..., c'est devenu une habitude: la bourgeoisie nationale "émue" et celles des autres pays, surtout des pays industrialisés, déploient tous leurs moyens diplomatiques et publicitaires pour exprimer leur "douleur" et leur "solidarité" envers les victimes; elles rivalisent pour être les premières à "aider" et à s'exhiber dans les médias.

La bourgeoisie vénézuélienne, à la suite de l'inondation, nous a submergés, par médias interposés, de scènes de désespoir des sinistrés qui ont perdu leurs familles et leurs maisons, pour qu'ils comprennent leur impuissance face à la "mère nature" et qu'ainsi, ils expriment leurs remerciements à l'État qui prend tant de soin pour s'occuper d'eux.

La responsabilité de ces morts, de même que beaucoup d'autres dans le monde, est à mettre sur le compte du capitalisme décadent et non pas sur celui de la "mère nature". Beaucoup de ces morts étaient déjà, en quelque sorte, annoncées. La bourgeoisie vénézuélienne a permis et encouragé la concentration de la population, pendant les 50 dernières années, dans ces "ceintures de misère" qui entourent Caracas et La Guaira (ville de 400 000 habitants, sur le littoral, à 30 minutes de Caracas). Celles-ci, en occupant les flancs nord et sud de l'Avila, montagne de plus de 2000 mètres d'altitude, sont exposées directement au ruissellement des eaux de la montagne. Il va sans dire que ceux qui "vivaient" dans ces lieux (et beaucoup d'entre eux y vivent toujours) étaient en majorité des prolétaires (avec beaucoup d'émigrants d'autres pays) qui ont quitté leur province d'origine pour tenter de survivre dans la capitale en ramassant les miettes laissées par le "boom" pétrolier à partir des années 50.

C'est maintenant que le maire de Caracas, Antonio Ledezma (dirigeant de l'opposition social-démocrate, parti AD), rend public les rapports établis lorsqu'il était gouverneur du District Fédéral (Caracas, La Guaira et autres communes de bord de mer), où l'on parle des dangers et de la fragilité de ces villes face à des pluies dépassant la moyenne des statistiques. C'est maintenant que les scientifiques, les techni-

ciens et diverses organisations privées dévoilent des documents semblables.

Le gouvernement de gauche de Chavez affirme, très intelligemment et sournoisement, que les causes de cette situation sont à mettre sur le compte des gouvernements corrompus des 40 dernières années, qui n'ont pas exercé le moindre contrôle de la croissance urbaine et poussé la population à habiter dans des endroits extrêmement dangereux. Ainsi, le gouvernement Chavez apparaît comme celui du salut, celui qui fait face à une situation d'urgence dont il n'était pas responsable.

Il faut démasquer la responsabilité et l'hypocrisie de la bourgeoisie dans son ensemble et non pas de tel ou tel gouvernement. Car, la plupart de ceux qui, aujourd'hui, composent le Pôle Patriotique (1), faisaient partie de l'opposition officielle ou non officielle à ces partis corrompus et "éloignés des populations pauvres". En tant qu'opposition, ils ont donné leur soutien ouvert ou "critique" à toutes les mesures mises en place par les partis du "vieux système". Et, comme tout autre gouvernement bourgeois, le gouvernement Chavez n'a qu'une priorité: la défense des intérêts du capital national et le sort des populations des bidonvilles ne le préoccupe qu'en tant que masse électorale. Mais il est encore une chose qui est de la responsabilité directe de ce gouvernement: les pluies persistantes, hors saison, ont commencé début décembre et ont duré, avec quelques interruptions, jusqu'au 16 décembre, jour de la catastrophe. Le 15, plusieurs villages étaient inondés et isolés et ils avaient un besoin urgent de secours, mais le gouvernement était occupé avec la campagne du référendum sur la nouvelle constitution, qui devait se dérouler ce jour-là. L'armée, les dirigeants et

toutes les forces du capital, jusqu'à la catastrophe, étaient concentrés sur leur campagne électorale. Ce n'est qu'après le 16, quand les eaux avaient englouti des milliers de personnes et leurs foyers, que Chavez et les siens ont décidé "d'aider les déshérités".

Il est hors de doute que cette situation va faire plonger dans une plus grande misère de plus larges secteurs du prolétariat vénézuélien. Beaucoup d'entre eux vont tomber dans la mendicité et la déchéance. Mais la réalité de la crise fera que les discours démagogiques de Chavez vont s'épuiser, de telle sorte que les travailleurs devront poursuivre leurs luttes de résistance aux attaques et aux sacrifices que la "reconstruction" va exiger. Nous savons que "l'aide" internationale est ponctuelle; la reconstruction du Venezuela (2) est impossible, elle ne sera jamais faite, comme cela a été le cas avec d'autres catastrophes.

Les catastrophes du capitalisme décadent sont inévitables et ses conséquences sont irréversibles. Elles sont l'expression de la propre décomposition du système. Ceci ne fait que réaffirmer que le futur de l'humanité est entre les mains du prolétariat, ce futur est dans notre lutte.

D'après *Internacionalismo* (21 décembre 1999)

(1) Coalition d'organisations qui soutiennent Chavez, formée par des partis de gauche comme le Mouvement vers le socialisme (MAS), le Parti communiste du Venezuela (PCV), Patrie pour Tous (PPT, scission du parti de gauche Cause Radicale) et des restes de groupes de gauche et gauchistes des années 60 et 70.

(2) D'après les chiffres de Fedecamaras, organisme du patronat vénézuélien, le coût de la reconstruction s'éleverait à 15 milliards de dollars, l'équivalent de 15% du PIB.

LE SIECLE LE PLUS BARBARE DE L'HISTOIRE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

la classe ouvrière contre la guerre impérialiste et qu'elle avait ouvert "l'époque des guerres et des révolutions". Loin d'être une vague perspective pour un futur lointain, la révolution mondiale était vue comme imminente, elle couvrait de façon palpable à travers toute l'Europe laminée par la guerre. Et il était clair que le prolétariat en Allemagne, au cœur de l'Europe industrielle, en constituait le centre de gravité. La classe dominante a très bien saisi que si l'Allemagne tombait aux mains du 'bolchévisme', ce qui à ses yeux constituait la terrible maladie révolutionnaire, allait s'étendre rapidement à toute l'Europe. C'est la lutte du prolétariat qui a mis fin à la Première Guerre mondiale, la bourgeoisie cessant les hostilités pour s'unir contre l'ennemi commun, la classe ouvrière révolutionnaire. Il n'est pas étonnant que la révolution allemande de 1918-1923 fasse l'objet d'un black-out historique de la part de la bourgeoisie, black-out à la hauteur de la frayeur que cette classe a éprouvée face aux prémices concrètes de remise en cause de sa domination. Avec les ouvriers en armes descendus dans les rues de Berlin ou de Munich, proclamant leur solidarité avec la révolution russe et annonçant leur intention de suivre son exemple, c'est le spectre du communisme qui s'est dressé devant la classe dominante. Toutes les bourgeoisies se sont liguées pour faire échec à la vague révolutionnaire mondiale, en écrasant la révolution allemande et en asphyxiant la révolution russe qui a fini par périr en dégénération de l'intérieur, laissant la place à un régime contre-révolutionnaire, le stalinisme. Depuis lors, la bourgeoisie a déployé un zèle particulier pour enterrer la mémoire de ces événements et leur signification profonde, à savoir que la révolution prolétarienne mondiale n'est pas une utopie mais une nécessité historique et une possibilité concrète. L'échec tragique de la vague révolutionnaire a déterminé toute l'histoire du 20e siècle. Toutes les horreurs qui se sont abattues sur l'humanité en ont été la conséquence. Les défaites ouvrières sont allées s'approfondissant, si bien que les ouvriers n'ont pu opposer de résistance significative à leur embrigadement en vue de la Seconde Guerre mondiale derrière le stalinisme, le fascisme ou les "fronts populaires".

La permanence des guerres et du militarisme

Le militarisme et la guerre constituent une donnée fondamentale de la vie du capitalisme depuis son entrée en décadence. La Première Guerre mondiale a été une catastrophe sans précédent dans l'histoire et a fait 20 millions de morts. Elle a représenté la première manifestation la plus crue de la période de décadence. Elle représente une césure fondamentale par rapport aux guerres du passé qui ne s'accompagnent pas d'une telle débauche de destruction mais qui, surtout, ont une fonction tout à fait différente.

En effet au 19e siècle, période d'ascendance du capitalisme, la guerre avait en général la fonction d'assurer à chaque nation capitaliste une unité (guerres d'unification nationale) et/ou une extension territoriale (guerres coloniales) nécessaires à leur développement. Elles frayaient ainsi la voie à l'expansion des forces productives par la des-

truction de rapports de productions obsolètes de pays arriérés. La guerre de 1914, elle, devient mondiale, dure quatre ans, provoque des destructions énormes au sein même des grandes nations et exige la mobilisation de toute l'économie et de la population des différents pays belligérants. Le but n'est pas d'élargir le marché mondial mais de se le repartager. Cette saignée n'était pas 'la der des der' mais le début d'une suite de carnages guerriers qui ont ensanglanté le monde capitaliste tout au long de ces décennies. Vingt ans plus tard, les mêmes causes entraînant les mêmes effets, c'est l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale dont le théâtre d'opération devenait au sens plein planétaire et causant la mort de 50 millions de personnes dont une très grande part de civils. 1/40e de la population mondiale fut victime de la boucherie organisée par la bourgeoisie : "La guerre de 1939-45 n'a été possible que parce que le prolétariat, dans les années 1930, n'avait plus la force suffisante pour empêcher le conflit mondial, qu'il avait perdu la conscience de son identité de classe. C'était le résultat de trois étapes d'annihilation de la menace prolétarienne :

- l'épuisement de la grande vague révolutionnaire de l'après-1917, close avec le triomphe du stalinisme ;

- la liquidation des convulsions sociales dans le centre décisif où se jouait l'alternative capitalisme ou socialisme : en Allemagne, principalement, sous la houlette de la social-démocratie elle-même, le nazisme ne venant que parachever le travail pour imposer aux prolétaires une terreur sans précédent ;

- le dévoiement total du mouvement ouvrier dans les pays démocratiques sous le masque de la 'liberté face au fascisme, avec l'idéologie des 'fronts populaires' qui servit à paralyser plus subtilement les ouvriers des pays industrialisés que 'l'union nationale' de 1914." (1)

Il faut réaffirmer que le fascisme, forme brutale d'affirmation du capitalisme d'Etat qui se renforçait partout - y compris dans les Etats dits démocratiques - en vue de la préparation de la guerre, n'est en aucune façon une aberration surgie du cerveau malade d'un Hitler ou d'un Mussolini. Il s'agit bien d'un produit organique du capitalisme dans sa phase de décadence permis par la défaite infligée au prolétariat par la gauche du capital. L'anti-fascisme des

bourgeoisies démocratiques et stalinienne a été l'idéologie abjecte pour l'enrôlement des prolétaires dans la guerre impérialiste. La barbarie de 1939-45, les crimes contre l'humanité n'ont pas été l'apanage du seul camp fasciste. Hiroshima (75 000 morts), Nagasaki, les bombardements de Dresde (250 000 morts) et des grandes villes allemandes entre 1943 et 1945 exécutés dans le seul but d'empêcher tout risque de réaction prolétarienne à la fin de la guerre comme en 1917, montrent sous leur vrai jour les prétendus défenseurs de la civilisation rassemblés sous la bannière de la Démocratie. Un autre génocide a été occulté par la bourgeoisie, c'est celui perpétré par la politique des impérialistes alliés entre 1945 et 1950 en Allemagne où périrent de 9 à 13 millions de personnes, privées de tout et livrées à elles-mêmes. Si le bilan n'a pas été plus lourd, c'est parce qu'intervint un changement de cette politique préconisant de venir en aide à ces populations afin d'éviter que le bloc adverse 'soviétique' ne mette à profit une telle situation pour tenter de déstabiliser cette zone sous contrôle occidental (2). Quant à la période de "paix" entre 1945 et 1989, elle

a vu périr des dizaines de millions d'êtres humains, qui sont venus s'ajouter à l'hécatombe du siècle, sacrifiés par le capitalisme dans ses conflits impérialistes. Pendant la "guerre froide", on a recensé 160 conflits armés à travers le monde. La Corée, le Nigéria, le Vietnam, le Cambodge, l'Afghanistan, la guerre Iran-Irak..., la liste est longue qui condamne le système capitaliste. Depuis 1989, ère que l'on promettait de "paix et de prospérité", une soixantaine de conflits armés supplémentaires ont été dénombrés avec leur cortège de morts et de réfugiés. Beau bilan et belles promesses d'avenir en vérité !

Dans la seconde partie de cet article, nous aborderons le bilan du 20e siècle sur le plan économique et social, pour démontrer à quel point, plus que jamais, l'avenir de l'humanité est entre les mains du prolétariat.

SB.

(1) Voir *Revue Internationale* n°78 et 79 : "Les commémorations de 1944".

(2) Voir *Revue Internationale* n° 95 : "En 1948, le pont aérien de Berlin".

CATASTROPHES "NATURELLES"

(SUITE DE LA PAGE 3)

Total-Fina, pour ne retenir que les solutions écologiques "proprement" dites. Elles exigent toutes que les différents Etats - les premiers responsables de la pollution sous toutes ses formes - prennent la mesure des risques qui menacent la planète et appliquent consciencieusement les résolutions édictées par les diverses conférences internationales sur l'environnement. C'est l'habituel conte de fée réformiste de l'ogre se faisant végétarien par amour des enfants. Ces conférences sont en général des bides retentissants où la concurrence entre Etats et la défense de chaque capital national règnent en maîtres. La bourgeoisie en est toujours à essayer d'appliquer la Convention de Rio de Janeiro datant de... 1992. Les conférences de Kyoto (1997), Buenos Aires (1998) et récemment de Bonn (1999) ont surtout été l'occasion de règlements de comptes entre l'Union Européenne et les Etats-Unis sur la réglementation du "marché" des émissions polluantes et des "plafonds" nationaux. Comment pourrait-il en être autrement à l'époque de l'impérialisme et du chacun pour soi, exacerbés par la crise mortelle du capitalisme ?

C'est très régulièrement que de vieux rafiotiers sombrent en déversant leur cargaison dans les océans... Ce n'est pas la "loi des séries" ou un effet de la "mondialisation", c'est la loi du capitalisme : exploiter au moindre coût les hommes comme le matériel. L'Etat français, qui dénonce allègrement les pavillons de complaisance maltais ou panaméen, se garde bien d'évoquer le sien, celui des Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF) des îles Kerguelen qui lui permet de contourner sa propre législation et de faire naviguer des débris flottants aussi vieux que l'Erika et sans plus de "double-fond". Les grandes puissances industrielles qui affrètent tous ces navires, masquées par l'opacité d'un réseau d'intermédiaires semi-mafieux, sont les seuls véritables responsables.

Le fioul de l'Erika, mélasse de tous les fonds de cuves, impropre à la "consommation" en France selon les règles en vigueur, était destiné à être vendu à des centrales thermiques de Somalie ou d'Ethiopie (d'après *Le Canard Enchaîné* du 5/01/2000), contribuant un peu plus à la pollution globale de l'atmosphère. Et ça, Total et l'Etat français le savent pertinemment. Les pays périphériques, en pleine déliquescence, servent de plus en plus de poubelles aux grandes puissances.

Cela donne la mesure de l'hypocrisie des mesures annoncées par le gouvernement Jospin, propre à cette classe de gangsters, qui ne se souciait guère d'écologie en bombardant le Kosovo et qui propose maintenant de réduire la pollution ! La fameuse "écotaxe" est l'expression achevée de cette impossibilité du capitalisme à lutter contre sa pollution : celle-ci est finalement autorisée... contre amende ! Et, dans l'optique des conférences de Kyoto et de Bonn, les Etats "riches" pourraient en outre racheter leur "quota" de pollution à des pays pauvres, qui continueraient de toute façon de polluer abondamment faute d'une technologie adaptée.

Mais que peut-on attendre d'un système économique qui n'a eu de cesse depuis ses origines de broyer les hommes et de détruire la nature au nom de l'accumulation et du profit ?

Le capitalisme : une histoire de "sang et de boue"

L'écologie, idéologie d'une petite-bourgeoisie apeurée quand ce n'est pas directement le cache-sexe de la bourgeoisie, est totalement incapable de comprendre la nature réelle et la source de ce qu'elle voit comme des "dérèglements" du capitalisme (5).

Le marxisme, théorie révolutionnaire de l'unique classe ayant un futur à proposer à l'humanité, a seul été capable de comprendre le capitalisme dans sa dimension historique et non pas en fonction d'impératifs moraux qui abou-

tissent soit à perpétuer le mythe du progrès éternel du capitalisme, soit à sombrer dans la nostalgie des économies naturelles qui l'ont précédé. Par rapport à ces dernières, le capitalisme, où toute la production est destinée au marché et où l'accumulation pour l'accumulation est le moteur de l'activité économique, est un système extraordinairement dynamique qui a développé les forces productives comme jamais auparavant, rendant possible son dépasement et l'avènement d'une société d'abondance. Dans sa marche inexorable, le capitalisme a toujours considéré la nature comme une marchandise dont il pouvait user à merci, comme il l'a fait des hommes dès la phase d'accumulation primitive, venant au monde "suant le sang et la boue par tous les pores" (Marx, *Le Capital*, VIII-31). Comme le précise Rosa Luxemburg, "le capital n'est pas qu'à sa naissance "dégoutant de sang et de boue par tous les pores", mais pendant toute sa marche à travers le monde" (*L'Accumulation du Capital*). Tout se passe comme si "au fur et à mesure que l'humanité maîtrise la nature, l'homme semble être de plus en plus soumis aux autres hommes ou à sa propre infamie. [...] Toutes nos inventions et tous nos progrès semblent aboutir à doter les forces matérielles d'une vie intellectuelle et à déshumaniser la vie humaine en la réduisant à une force matérielle" (Marx, discours à l'anniversaire de *Peoples Paper*, avril 1856) (5). La domination planétaire du capitalisme au début du 19e siècle et son entrée en décadence avec son cortège de guerres, de famines, de massacres et de misère, n'a fait qu'accentuer cette tendance, ouvrant l'époque "dans laquelle toutes les nations capitalistes sont obligées de se concurrencer dans un marché mondial saturé ; une époque par conséquent, d'économie de guerre permanente, avec une croissance disproportionnée de l'industrie lourde ; une époque caractérisée par l'irrationnel, le dédoublement inutile de complexes in-

dustriels dans chaque unité nationale, le pillage désespéré des ressources naturelles par chaque nation essayant de survivre dans un combat de rats sans merci pour le marché mondial. Les conséquences de tout ça pour l'environnement sont claires comme le cristal : l'intensification des problèmes écologiques peut être mesurée selon les différentes phases de la décadence capitaliste" (6). Le pourrissement sur pied de ce système, sa décomposition depuis les années 1980 n'a fait que confirmer cette analyse.

Il n'y a rien à attendre du capitalisme et de sa classe dominante pour sortir l'humanité du chemin suicidaire où il essaie de l'entraîner. Seule, la classe ouvrière est porteuse, à travers le développement de ses luttes, d'une société d'harmonie entre l'homme et son environnement.

BTD (20 janvier)

(1) Voir article sur le Venezuela dans ce journal et en 1998 : "Inondations en Chine" (*RI* n°282) et "Cyclone Mitch : la catastrophe c'est le capitalisme" (*RI* n°285).

(2) OMM : Organisation Météorologique Mondiale sous tutelle des Nations Unies.

(3) Gaz carbonique (CO2) mais aussi méthane (CH4), protoxyde d'azote, dérivés d'hydrocarbure fluorés, etc.

(4) Le président vénézuélien Chavez, prévenu la veille du 16 décembre (jour de la catastrophe) de la situation critique de l'Etat de Vargas n'a pas cru bon de bouger le petit doigt. Quant à Météo-France, engluée dans les prévisions de dérives du mazout de l'Erika, c'est très tardivement (le 25) qu'elle a publié les bulletins d'alarme pour la tempête du 26 décembre, en sous-estimant la force du vent. Son PDG n'en a pas moins déclaré que son rôle était "d'informer le plus clairement et le plus rapidement possible" (*Le Monde* 13/01/2000).

(5) Mensonges et vérités de l'écologie : c'est le capitalisme qui pollue la terre". *Revue Internationale* n°63.

(6) "Le communisme : véritable commencement de la société humaine" dans la *Revue Internationale* n°71.

Les attaques anti-ouvrières du gouvernement de gauche

"On" nous raconte que les 35 heures sont une loi sociale, détournée à leur profit par de méchants patrons pour imposer davantage de flexibilité à leurs ouvriers. Or, il est clair aujourd'hui qu'à La Poste, à la SNCF, à la RATP et dans d'autres services publics, les 35 heures recouvrent partout une aggravation des conditions d'exploitation, signifient une même attaque généralisée suscitant la même colère des salariés, indépendamment du patronat.

"On" a voulu nous faire croire que la seconde loi Aubry était destinée à corriger les défauts de la première. Aujourd'hui, cette seconde loi est adoptée, débarrassée par le Conseil constitutionnel des principaux arguments sociaux qui avaient servi à la faire passer (suppression de "l'amendement" Michelin, rejet des procédures d'invalidation des accords déjà passés dans le cadre de la première loi ou refus de la taxation des heures supplémentaires) sans que la gauche ni les syndicats n'y trouvent aujourd'hui à redire. Et la ministre Aubry s'est même déclarée "réjouie" de la décision des "Sages", puisque "le cœur de sa loi est valide". Et le cœur de la loi n'est pas autre chose que l'introduction de la flexibilité généralisée dans le Code du Travail...

"On" veut nous faire croire qu'une "rationalisation" des dépenses de santé garantirait le maintien de la protection sociale. Et au nom de cela, "on" supprime les centres hospitaliers qualifiés de "non rentables", "on" élimine en masse les pseudo-"lits en surnombre" et surtout, "on" taille à la hache dans les effectifs du personnel soignant, tout en précarisant leur statut et leur emploi et tout en les soumettant à des conditions de travail de plus en plus pénibles et exténuantes. Les hôpitaux sont aujourd'hui saturés et débordés à cause d'une banale épidémie de grippe. "On" prétend venir en aide aux plus démunis avec le RMI ou la CMU (couverture maladie "universelle") tout en réduisant le budget de tous les programmes sociaux et en faisant fonctionner en sous-effectifs les caisses de Sécurité sociale (qui deviennent de plus en plus incapables de prendre en charge le remboursement des assurés dans des délais raisonnables) comme les caisses d'allocations familiales. "On" se vante de faire baisser le chômage en multipliant les directives pour pouvoir faire radier à tour de bras telle ou telle catégorie de chômeurs tandis qu'on diminue les postes de travail au sein même de l'ANPE...

"On", c'est la propagande idéologique véhiculée par tous les médias. Mais "On", c'est surtout le chef d'orchestre de tous ces mensonges, c'est le pire de nos exploiters capitalistes, l'Etat-patron, aujourd'hui géré par un gouvernement de gauche, un gouvernement qui se pare de l'étiquette "socialiste" et qui en son sein comprend aussi des ministres baptisés "communistes".

La Fonction publique est aujourd'hui au cœur de ces attaques

Et aujourd'hui, il entreprend de cogner très fort sur ceux qu'il exploite le plus directement : ses fonctionnaires. Déjà, dès le retour de la gauche au gouvernement en 1997, Jospin avait mis en avant les provocations de son ministre Allègre déclarant tout de go qu'il fallait "dégraissier le mammouth" de l'Education Nationale, puis répétant en plusieurs occasions qu'il faudrait "purger" ce secteur de "nantis" où sévissait l'absentéisme. Son discours visait, disait-il, certains "mauvais éléments" - pourtant "bien payés" - qui cumulaient trop facilement les congés maladie avec les trop longues périodes de congés scolaires (on sait pourtant

que l'Education Nationale est le secteur professionnel où les taux de suicide ou de dépression nerveuse est toujours le plus élevé, et avec le degré de décomposition sociale, l'actualité met régulièrement tristement en évidence le climat permanent d'insécurité et de violence qui règne dans les écoles). Aujourd'hui encore, les problèmes liés au manque de locaux et de moyens dans le domaine scolaire comme les classes aux effectifs surchargés, les catégories d'enseignants mal payés et déplaçables de poste en poste restent entiers.

Le 10 janvier, une fois de plus, les médias ont relancé une vaste campagne idéologique contre les fonctionnaires, en s'appuyant cette fois sur le rapport annuel de la Cour des comptes, vieil hochet démocratique brandi par la bourgeoisie pour exercer sa dictature de classe et organisme traditionnellement chargé de contrôler l'utilisation des deniers publics. Ce battage avance : l'Etat paie trop de fonctionnaires (et s'avère même incapable d'en connaître le nombre exact), il les paie trop (à cause de la généralisation du système de primes rendant "leur rémunération opaque"), et il leur consent "trop de privilèges". Au sein-même de cette campagne générale, les agents du ministère des Finances et ceux du Budget sont particulièrement visés. Le journal *Le Monde* daté du 11 janvier en titrant à la une, comme n'importe quelle presse à sensation "*La vérité sur l'argent des fonctionnaires*" s'est particulièrement illustré aux avants-postes de cette campagne abjecte en amalgamant notamment les rémunérations des agents de la fonction publique et celles des hauts fonctionnaires. Il laisse entendre par exemple que certains employés des Finances ou du Budget bénéficient d'avantages fiscaux alors que ces réductions d'impôts sont exclusivement réservés au plus haut sommet de la hiérarchie ou que chaque agent cumule de nombreuses primes alors que leur grande variété d'appellation tient simplement à des spécialisations d'emploi à l'intérieur des deux ministères.

Or, cette campagne est déclenchée trois jours après la publication d'un rapport baptisé Bert-Champsaur (du nom de ses auteurs) et commandé par le

Ministère pour préparer une réforme de l'administration fiscale qui doit être officiellement rendue publique le 27 janvier. Cette réforme, effectuée au nom de l'intérêt du service public, prétend simplifier le rapport entre l'administration des finances et "les usagers", en unifiant les "missions" jusque là distinctes du calcul de l'impôt et de son recouvrement. Mais dans la pratique, cette fusion va se traduire d'ici 2003 par une suppression d'au moins 10 000 emplois sur les 82 000 agents des impôts et les quelque 60 000 employés du Trésor public et entraîner la fermeture de 2 000 services, en particulier des petites perceptions de province composées de moins de 6 agents. Et les premiers visés par ces suppressions d'emploi sont majoritairement les salariés situés au plus bas de la hiérarchie des fonctionnaires (catégorie C). De plus, plusieurs centaines de suppressions de postes, disséminées dans les centres et sur tout le territoire, sont déjà désignées aujourd'hui et seront effectives dès le 1er septembre prochain. Là encore, le principal résultat de ces suppressions de postes est une dégradation générale des conditions de travail des salariés.

Ce qui se passe aujourd'hui dans le secteur des Finances annonce la couleur de ce qui se prépare dans les autres ministères. Et, de fait, toutes ces "réformes" exigeant toujours plus de performances et de productivité des agents de l'Etat - et les campagnes anti-fonctionnaires à répétition qui les accompagnent - sont en train de préparer activement le terrain pour une remise en cause du statut de la Fonction publique et de la garantie d'emploi qu'elle sous-tendait.

Il serait grand temps que nous réalisions que, quel que soit notre emploi, notre secteur d'activité, notre statut, le capital et son gouvernement bourgeois nous imposent simultanément et partout les mêmes attaques, la même précarisation de nos conditions de vie. Et qu'il nous faut réagir ensemble et unitairement afin de pouvoir construire un rapport de forces efficace pour s'y opposer.

CB

FINANCEMENT OCCULTE DES SYNDICATS

Une preuve de plus que les syndicats sont un rouage de l'Etat

A l'occasion d'une opération de nettoyage de la part de l'Etat dans les organismes de gestion des caisses de retraite, destinée à en rationaliser le fonctionnement et à en éliminer les pratiques trop ouvertement délictueuses, c'est la manière dont sont financés les syndicats qui s'est trouvée un court instant exposée à la vue des lecteurs du journal *Le Monde* et autres quotidiens ayant consacré quelques colonnes à l'affaire.

Un des organismes qui gèrent les retraites complémentaires, le CRI, se trouve mis en cause pour les largesses dont il aurait fait preuve tant vis-à-vis du Medef que des centrales syndicales. En effet, ces dernières "auraient négocié" en secret avec ce groupe la rémunération, pendant plusieurs années, de plusieurs permanents" (*Le Monde* du 8 janvier). On apprend qu'en réalité, c'est d'un important filon à la source du financement des syndicats qu'il s'agit puisque "il fait peu de doute que les pratiques mises à jour dans cette association gestionnaire des caisses de retraite sont, en réalité, similaires dans d'autres structures équivalentes" (Ibid.). En fait, "en l'absence de chiffres officiels, il est permis de penser que [cette partie du financement des syndicats] atteint 40% environ du budget des confédérations" (*Liaisons sociales* du 24 novembre).

La surprise feinte à l'occasion de la parution du rapport de l'Inspection Générale des Affaires Sociales n'est là que pour tenter de faire croire que la pratique ainsi mise en lumière n'est pas la règle. Il ne faut pas s'y tromper. Ce n'est en fait qu'une demi-vérité que "dévoile" le rapport lorsqu'il dit "que tout un système de financement direct et indirect est mis à jour avec l'accord tacite du patronat dont les représentants bénéficiaient d'avantages indus" (*Le Monde* du 8 janvier). En effet, ce ne

sont pas seulement les patrons qui sont complices mais aussi les grands fonctionnaires de l'Etat, les dirigeants des syndicats, des partis politiques de droite, de gauche ou d'extrême-gauche, etc., en bref, tous ceux qui font l'Etat capitaliste. Tous leurs efforts pour promouvoir les syndicats en témoignent, de même que la mise en place, par leurs soins, de différents moyens tout à fait légaux pour les financer. Parmi ces moyens, on peut rappeler la possibilité offerte au contribuable de déduire de ses revenus imposables les dons effectués en faveur des syndicats ou les cotisations payées à ceux-ci. Tous ceux-là savent bien que les syndicats sont indispensables à la défense de l'ordre capitaliste face à la lutte de la classe ouvrière. C'est ce rôle des syndicats que nous dénonçons dans notre brochure *Les syndicats contre la classe ouvrière* dans laquelle nous écrivions dans sa première parution en 1974 : "Que cela se fasse grossièrement, ou que cela prenne les formes du jeu des comédies politiques de la bourgeoisie, dans le capitalisme décadent les syndicats sont inévitablement absorbés par l'Etat. Au même moment où les syndicats ne peuvent plus subsister comme organisations ouvrières par l'impossibilité de leur tâche originelle [la lutte pour des réformes vu que le capitalisme ne peut désormais plus en consentir de manière durable], le capitalisme décadent crée au sein de l'Etat la nécessité d'une série de fonctions pour lesquelles les syndicats sont parfaitement adaptés [encadrement de la classe ouvrière, gestion du marché de la force de travail, régularisation et désamorçage des conflits entre capital et travail, etc. C'est pourquoi on voit souvent l'appareil d'Etat les créer, les défendre, les subventionner ... C'est seulement comme rouages de cet appareil, associés à la gestion quotidienne de l'ex-

ploitation capitaliste, qu'ils peuvent survivre dans un monde où leur fonction originale est devenue impossible".

Alors, pourquoi l'Etat prend-il aujourd'hui le risque de compromettre l'image de si fidèles serviteurs en livrant à la publicité ces pratiques de financements occultes ? En fait, il ne prend aucun risque de ce côté-là. Dans un éditorial intitulé "*Sauver les syndicats*", le journal *Le Monde*, comme d'autres médias, engage les syndicats à faire table rase des pratiques douteuses aujourd'hui en cause pour "trouver le chemin de la vraie 'refondation sociale' dans l'acceptation de la transparence et dans la relance de la démocratie sociale". Gageons que, dans cette entreprise, l'Etat saura se montrer généreux en allouant des financements officiels permettant de combler le manque à gagner pour les caisses syndicales.

La situation n'est évidemment pas périlleuse pour les syndicats au point qu'ils nécessitent d'être sauvés. Par contre, un bon ravalement de façade ne peut que renforcer leur efficacité au service de leur fonction anti-ouvrière.

B.

Lisez notre brochure :

Courant Communiste International

les
syndicats
contre
la classe
ouvrière

REFUSONS DE FAIRE CONFIANCE A L'ETAT BOURGEOIS

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Ce gouvernement peut bien se glorifier aujourd'hui de la "baisse spectaculaire du chômage" et prétendre que sa "politique sociale" en serait la cause, tout en faisant semblant de s'offusquer des licenciements annoncés chez Michelin ou Moulinex. L'actuelle "baisse du chômage" n'est faite que d'une généralisation du temps partiel, de la multiplication des emplois précaires et sous-payés, de l'aggravation des conditions de travail en général et les "lois sociales" du gouvernement Jospin-Aubry, des 35 heures aux "emplois jeunes", n'ont fait qu'y contribuer activement.

Le gouvernement peut bien encore annoncer à grands renforts médiatiques son second plan "antiviolençe" et se poser encore une fois en rempart contre l'insécurité, dans les établissements scolaires cette fois (ces mêmes établissements scolaires construits à l'économie dans les quartiers de misère et qui ont subi les pires dégâts dans la tempête). C'est de la pure poudre aux yeux, faite de déclarations de bonnes inten-

tions et de bons conseils disciplinaires, le tout saupoudré de la création d'une kyrielle d'"emplois jeunes" censés renforcer l'autorité dans les écoles. Il s'agit d'un cache-misère de plus, tandis que le chômage et la misère ne peuvent que continuer à nourrir la violence dans les écoles et que, de l'autre main, le gouvernement précarise et durcit les conditions de travail des enseignants.

Non seulement il n'y a aucune illusion à se faire sur les intentions "sociales" du gouvernement, mais nous devons rejeter de toutes nos forces tous les appels à se solidariser avec l'Etat, appels qui ne servent qu'à nous paralyser. Seule notre mobilisation sur notre terrain de classe, par la lutte, peut faire reculer les attaques capitalistes. Dans ce combat, l'Etat n'est pas seulement un "faux ami" de la classe ouvrière, c'est son premier ennemi. C'est contre lui qu'elle doit développer ses luttes et sa solidarité de classe.

PE (28 janvier)

THESES SUR LA DEMOCRATIE BOURGEOISE ET LA DICTATURE PROLETARIENNE

(SUITE DE LA PAGE 8)

seulement par la mort tragique des hommes et des chefs les meilleurs de la vraie Internationale prolétarienne et communiste, mais encore parce qu'il a manifesté dans l'Etat le plus avancé d'Europe et même, on peut le dire, du monde entier, la véritable essence du régime bourgeois. Si des gens en état d'arrestation, c'est-à-dire pris par le pouvoir gouvernemental des social-patriotes sous sa garde, ont pu être tués impunément par des officiers et des capitalistes, c'est que la république démocratique dans laquelle un pareil événement a été possible n'est que la dictature de la bourgeoisie. Les gens qui expriment leur indignation au sujet de l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, mais qui ne comprennent pas cette vérité, ne font que montrer par là leur bêtise ou leur hypocrisie. (...)

12. Dans un tel état de choses, la dictature du prolétariat n'est pas seulement absolument légitime, en tant qu'instrument propre au renversement des exploités et à l'écrasement de leur résistance, mais encore absolument indispensable pour toute la masse laborieuse, comme le seul moyen de défense contre la dictature de la bourgeoisie qui a causé la guerre et qui prépare de nouvelles guerres.

Le point le plus important que ne comprennent pas les socialistes et qui constitue leur myopie théorique, leur emprisonnement dans les préjugés bourgeois et leur trahison politique envers le prolétariat, c'est que dans la société capitaliste, dès que s'aggrave la lutte des classes qui est à sa base, il n'y a pas de milieu entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Tous les rêves d'une solution intermédiaire ne sont que lamentations réactionnaires de petits-bourgeois. (...)

14. La dictature du prolétariat ressemble à la dictature des autres classes parce qu'elle est provoquée, comme toute espèce de dictature, par la nécessité de réprimer violemment la résistance de la classe qui perd la domination politique. Le point fondamental qui sépare la dictature du prolétariat de celle des autres classes, de la dictature des éléments féodaux au Moyen Age, de la dictature de la bourgeoisie dans tous les pays civilisés capitalistes, consiste en ce que la dictature des éléments féodaux et de la bourgeoisie était l'écrasement violent de la résistance de l'énorme majorité de la population, de la classe laborieuse, tandis que la dictature du prolétariat est l'écrasement, par la force, de la résistance des exploités, c'est-à-dire d'une infime mino-

rité de la population : les propriétaires fonciers et les capitalistes.

Il s'ensuit encore que la dictature du prolétariat entraîne inévitablement non seulement une modification des formes et des institutions démocratiques en général, mais encore une modification telle qu'elle aboutit à une extension jusqu'alors inconnue du principe démocratique en faveur des classes opprimées par le capitalisme, en faveur des classes laborieuses. (...)

L'essence du pouvoir des Soviets consiste en ce que la base constante et unique de tout le pouvoir gouvernemental, c'est l'organisation des masses jadis opprimées par les capitalistes, c'est-à-dire les ouvriers et les demi-prolétaires (paysans n'exploitant pas le travail d'autrui et ayant constamment besoin de vendre une partie au moins de leur force de travail). Ce sont ces masses qui, même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, tout en jouissant de l'égalité selon la loi, étaient écartées en réalité par des milliers de coutumes et de manœuvres de toute participation à la vie politique, de tout usage de droits et de libertés démocratiques et qui maintenant sont appelées à prendre une part considérable et obligatoire, une part décisive à la gestion démocratique de l'Etat.

15. L'égalité de tous les citoyens, indépendamment du sexe, de la religion, de la race, de la nationalité, que la démocratie bourgeoise a toujours et partout promise, mais qui n'a été réalisée nulle part et qu'étant donné la domination du capitalisme, elle ne pouvait pas réaliser, le pouvoir des Soviets ou la dictature du prolétariat la réalise tout d'un coup et complètement, car seul il est en état de réaliser le pouvoir des ouvriers qui ne sont pas intéressés à la propriété privée, aux moyens de production, à la lutte pour leur partage et leur distribution. (...)

17. Ce n'est pas seulement sous la monarchie que l'armée était un instrument d'oppression. Elle l'est restée dans toutes les républiques bourgeoises, même les plus démocratiques. Seul, le pouvoir des Soviets, en tant qu'organisation permanente des classes opprimées par le capitalisme, est capable de supprimer la soumission de l'armée au commandement bourgeois et de fonder réellement le prolétariat avec l'armée, en réalisant l'armement du prolétariat et le désarmement de la bourgeoisie, sans lesquels est impossible le triomphe du socialisme. (...)

19. Seule l'organisation soviétiste de l'Etat peut réellement briser d'un coup et détruire définitivement le vieil appa-

reil bourgeois, administratif et judiciaire qui s'est conservé et devait inévitablement se conserver sous le capitalisme, même dans les républiques les plus démocratiques, puisqu'il était de fait le plus grand empêchement à la mise en pratique des principes démocratiques en faveur des ouvriers et des travailleurs. La Commune de Paris a fait, dans cette voie, le premier pas d'une importance historique universelle ; le pouvoir des Soviets a fait le second.

20. L'anéantissement du pouvoir gouvernemental est le but que se sont proposés tous les socialistes. Marx le premier. Sans réalisation de ce but, la vraie démocratie, c'est-à-dire l'égalité et la liberté, est irréalisable. Or, le seul moyen pratique d'y arriver est la démocratie soviétiste ou prolétarienne, puisque, appelant à prendre une part réelle et obligatoire au gouvernement les organisations des masses laborieuses, elle commence dès maintenant à préparer le dépérissement complet de tout gouvernement.

22. (...) Sur la base de ces thèses, et en considération des rapports des délégués des différents pays, le congrès de l'Internationale Communiste déclare que la tâche principale des partis communistes, dans les diverses régions où le pouvoir des Soviets n'est pas encore constitué, consiste en ce qui suit :

1° Eclairer le plus largement les masses de la classe ouvrière sur la signification historique de la nécessité politique et pratique d'une nouvelle démocratie prolétarienne, qui doit prendre la place de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme ;

2° Elargir et organiser des Soviets dans tous les domaines de l'industrie, dans l'armée, dans la flotte, parmi les ouvriers agricoles et les petits paysans ;

3° Conquérir, à l'intérieur des Soviets, une majorité communiste, sûre et consciente.

Mars 1919.

CÔTE D'IVOIRE

(SUITE DE LA PAGE 2)

mières, et en particulier ici le cacao, et la désorganisation totale des filières. En outre, Konan Bédié n'eut pas le talent et la délicatesse de son prédécesseur pour camoufler le détournement à son profit des aides internationales. Le FMI, la Banque Mondiale, suivis par l'Union Européenne sanctionneront sa "mal gouvernance" en suspendant leurs aides.

Résultat : les caisses sont vides. L'Etat ivoirien ne paie plus ses fonctionnaires, ni ses soldats, ce qui fut le déclencheur de la mutinerie. Seule, la France aurait pu encore subventionner le pays. Mais entretenir une économie moribonde, ce qui revient à remplir un trou sans fond, nécessite des moyens importants que la France ne pourrait décentement dégager que pour une bonne raison. Or, ce sont justement ces raisons qui manquent aujourd'hui.

Il est difficile de croire, vu l'état de l'économie ivoirienne et de la gestion de l'Etat, que la France n'ait pas envisagé l'éventualité d'un renversement de Konan Bédié. Seulement, alors que la France nous a habitués à une intervention plus musclée dans ce genre de situation sur ses terrains de chasse, sa réaction à ce coup d'Etat peut paraître pour le moins modérée. C'est que, depuis 1997, le gouvernement Jospin a souhaité initier une "nouvelle politique africaine", dont ce coup d'Etat représentait une première occasion de mise en application.

1997 n'est pas seulement l'arrivée de la gauche au pouvoir en France. C'est aussi une année qui marque en Afrique un sérieux recul de la France dans sa zone d'influence en Afrique Centrale et de l'Est. Ce recul, particulièrement visible au Rwanda depuis le début de la guerre en 1994 et en République Démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) depuis justement 1997, est aussi le

signe de l'incapacité de la France à maintenir ses positions essentielles en utilisant la méthode "classique", celle des armes.

Une nouvelle étape du recul de la France en Afrique

Car c'est bien par l'envoi de troupes, sous des prétextes divers, allant de la protection des ressortissants à "l'ingérence humanitaire", que la France a toujours défendu ses intérêts dans sa zone d'influence. Mais face à une opposition aussi sérieuse que celle qui lui fut proposée en Afrique de l'Est avec le soutien des Etats-Unis, la France dut s'effacer et subir un recul historique. En outre, il lui est de plus en plus difficile de masquer les effets de ce type d'intervention, notamment depuis la mise en lumière de son implication dans le génocide rwandais.

C'en était assez. Non seulement l'intervention "à l'ancienne" ne permet pas de peser suffisamment face à une opposition puissante, mais en plus elle est particulièrement néfaste en terme d'image. Le gouvernement de gauche entreprit de changer radicalement d'approche sur le continent africain en instaurant une "nouvelle politique africaine" qui devait éviter à l'impérialisme français d'avoir à subir de nouveaux déboires. Le geste symbolique de cette nouvelle politique fut le rapprochement, décidé dès 1997 mais officialisé début 1999, du Ministère de la Coopération et de la Francophonie avec le Ministère des Affaires étrangères. En mettant les affaires africaines sous le contrôle de la diplomatie en général, le gouvernement voulait faire passer un message clair, véritable guide de sa politique en Afrique : "désormais, il n'y a plus de zones exclusives en Afrique, pas plus que de zones interdites" (La politique africaine de la France, Ministère des Affaires Etrangères,

1999). Une phrase cumulant un constat, celui de l'incapacité de maintenir un pré carré stable en Afrique, et une intention, celle d'en profiter pour venir marcher sur les plates-bandes rivales.

Cette nouvelle politique se construit autour de trois axes : la réorganisation du dispositif militaire sur place, le maintien des liens de protection et d'aide, ainsi que les accords militaires et de défense liant la France et les pays "amis", et enfin l'ouverture sur le reste de l'Afrique. Trois axes devant aboutir à une nouvelle forme d'intervention, plus "soft", résumée par la maxime "non ingérence, sans désengagement" (Ibid.).

Passées les bonnes intentions et les grandes déclarations, le coup d'Etat en Côte d'Ivoire a obligé la bourgeoisie française à passer aux choses sérieuses. Et ce qui apparaît le plus clairement, c'est que la mise en œuvre de cette politique s'avère particulièrement chaotique, et ce principalement en raison d'une absence flagrante de cohérence.

En effet, il n'y a pas eu une seule réaction française au coup d'Etat, mais deux. D'un côté celle du gouvernement, tâchant de mettre en pratique ses orientations (d'où la réaction "soft"), de l'autre celle de l'Elysée, ne résistant pas à l'envie de repartir à l'assaut comme au bon vieux temps, en cherchant sans réussite à rassembler une force d'intervention avec les pays voisins. La coexistence de deux lignes politiques opposées à la tête de l'Etat français confirme avec force le fait que la politique actuelle de la bourgeoisie française par rapport à ses intérêts en Afrique est plutôt une "non-politique". En titrant en juin 1999 : "France recherche politique africaine désespérée", le journal *Jeune Afrique* ne pouvait mieux résumer cette valse-hésitation de la France entre la politique de la poudre et une nouvelle orientation dont elle n'a pu pour le moment que définir

le cadre. Pendant ce temps, le général Guei ramasse les miettes d'un pays et d'un régime moribond sous les yeux de la France, qui assure le minimum (dénonciation débonnaire et protection de la fuite du président déchu), faute de mieux.

Le Monde souligne judicieusement que "le coup d'Etat en Côte d'Ivoire solde ainsi d'une certaine manière un échec historique de la France. Les efforts de coopération (...) n'auront pas suffi ni à ancrer la démocratie ni à assurer la bonne santé économique dans un pays qui fut autrefois la vitrine de la politique française en Afrique dont la stabilité même devient aujourd'hui un mythe du passé" (Le Monde, 26/12/1999). Certes, on est loin ici pour la France du recul qu'elle a subi ces dernières années en Afrique Centrale et de l'Est. Cela dit, les derniers "amis" africains, comme Bongo au Gabon, Diouf au Sénégal, ou encore Biya au Cameroun, n'ont pu rester insensibles au fait que la France n'a rien fait pour protéger le pouvoir en place en Côte d'Ivoire. De même, les militaires de ces pays, et l'ensemble des impérialismes concernés par le continent africain, n'ont pu percevoir l'événement d'une façon différente. Désormais, la France ne maintiendra plus à n'importe quel prix ses "amis" en place, y compris dans un de ses derniers bastions historiques, comme ici en Côte d'Ivoire. Un tel message, dans le contexte de rivalités impérialistes et du développement du "chacun pour soi" qui caractérise la période actuelle en Afrique, ne peut être qu'annonciateur d'un enfoncement encore plus grand dans le chaos, révélant à l'échelle d'un continent ce que le capitalisme est en mesure de devenir au niveau mondial si le prolétariat ne vient pas stopper sa course.

H (16 janvier)

RECTIFICATIF

Les membres du Bureau sud du Parti marxiste ouvrier (PMO) de Russie nous font remarquer dans un courrier du 29/11/99 que notre titre dans le journal *Révolution Internationale* n° 295 "Salut aux internationalistes de Russie et d'Ukraine" peut prêter à confusion. Ils tiennent à nous préciser qu'il n'existe pas d'organisation du PMO en Ukraine, mais des individus isolés proches du PMO.

PUBLICATIONS DU CCI

LE CCI SUR INTERNET
www.internationalism.org

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
P.O. Box 339
2800 AH Gouda - PAYS BAS

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

BROCHURES

La décadence du capitalisme
(15 F + frais d'envoi : France 8F / Etranger 18F).

Les syndicats contre la classe ouvrière (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière (30 F + 8 F/18F)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(15 F + 8F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe
(25 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition (20 F + 8 F/18F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88) (10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capitalisme
(30 F + 8 F/18F)

RÉUNIONS PUBLIQUES

La décadence du capitalisme

LYON : le samedi 11 mars à 15h
CCO. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 11 mars de 15h à 18h.
Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie du M° Chartreux.

NANTES : le samedi 12 février à 15 h
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS : le samedi 4 mars à 16 h
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 10 mars à 20 h30.
Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 25 mars à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 100 F (15,3 E) - PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la *Revue internationale*) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 110 F (16,8 E) - PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE : 200 F (30,5 E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 : 400 F (61,1 E).
- *Revue internationale* : abonnement à 2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 PARIS

SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR LA PRESSE DU CCI

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact - rue Lepneveu

BESANCON : Les sandales d'Empédocle - 95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le Roi Lire - rue S^{te} Catherine.

BREST : Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès.

CLERMONT-FD : Le Papyvire - 3, rue de l'Ente. Maison de la Presse - place de Jaude.

DIEPPE : Maison de la Presse - 102, Grande-Rue.

DUNKERQUE : Maison de la Presse - 34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le Sphinx - 6, rue Brocherie. L'Encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent. Tabac-Journaux, passage du Jardin de Ville.

LAVAL : Point presse Centre C^{iel} La Mayenne.

LE HAVRE : Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie - 57, rue de Béthune. Le Comte de Monte-Cristo - C.commercial V2 Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e). La Proue - 15, rue Childebert (2^e).

MARSEILLE : Odeur du Temps - 35, rue Pavillon (1^{er}).

MARTIGUES : Librairie Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte Ouverte - 19, rue du G^{ral} de-Gaulle.

MONTAUBAN : Maison de la Presse - rue de la République.

MONTPELLIER : Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J-Milhaud.

NANTES : Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur.

NICE : Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine.

PARIS : L'Herbe Rouge - 1 bis, rue d'Alésia (14^e). La Brèche - 8, rue de Romainville (19^e, M^oTelegraphe). Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5^e).

SAINT-ETIENNE : Librairie de Paris - rue Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès. Voix au Chapitre - 67, rue Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de Presse - bd M^{le} Leclerc.

TOULOUSE : "Tabac-Journaux - 8, rue du Poids-de-l'huile. FNAC - 81, bd Carnot. Les Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104, rue Colbert.

PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

GRENOBLE

Permanence le samedi 26 février de 15 h à 17 h, Le Tonneau de Diogène, 6, place St-André, salle au fond du bar.

Vente de la presse le samedi 26 février de 11h à 12h à l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE

Permanence le samedi 19 février à 14 h 30 à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse le dimanche 13 février de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue Jules Guesde ou de la rue du Marché.

LYON

Permanence le samedi 12 février de 18h à 21h, au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi du mois de 17 h à 18 h.

MARSEILLE

Permanence le vendredi 18 février de 18h30 à 21h, au buffet Cafeteria de la gare St Charles.

Vente de la presse le samedi 19 février de 11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence le samedi 12 février à 18h, à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence les samedis 5 et 19 février de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M^o Porte-de-Choisy.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 6 février de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence le vendredi 18 février à partir de 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 6 et 20 février de 10h30 à 12h30, au marché aux Puces (place St-Sernin) et le dimanche 13 février de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Jeanne-d'Arc).

TOURS

Permanence le samedi 19 février à 17h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

Vente de la presse le deuxième samedi du mois, de 10h30 à 11h30, au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie.

Souscriptions du mois

D. (Rouen) : 300

Paris : Réunion publique du 8 janvier : Ke:50 ; Pr:100 ; NB:100 ; Cl:200 ; Ginette:200 ; JPC:50.

Toulouse : Réunion publique du 5 novembre : J.:100, Ol.:172 ; Mi:50 ; AM:100 ; Cris:150. Permanence du 26 novembre : D.:50 ; Mo:40 ; J.:100. Permanence du 17 décembre : A:30, Mo:100 ; Cris:50. Réunion publique du 7 janvier : D:100 ; J:162 ; L:100 ; Fc:77 ; C:175 ; CE:85.

Total : 2651

Lisez la Revue Internationale

Vient de paraître :

Courant Communiste International

1er trimestre 2000

MASSACRES EN TCHETCHENIE
Hypocrisie et complicités dans la barbarie capitaliste

CRISE ÉCONOMIQUE
La fausse bonne santé du capitalisme

PUBLICATION
Cent numéros de la Revue Internationale

LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE, C'EST LA DICTATURE DU CAPITAL
Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne (mars 1919)

LE COMMUNISME N'EST PAS UN BEL IDÉAL, IL EST À L'ORDRE DU JOUR DE L'HISTOIRE, VII
Comprendre la défaite de la révolution russe - 2. 1921 : le prolétariat et l'Etat de transition

POLÉMIQUE AVEC LE BIPR
La lutte de la classe ouvrière dans les pays de la périphérie du capitalisme

100 3 Euros - 20 FF - 100 FB - 5 FS

La Revue Internationale est maintenant distribuée par les NMPP, n'hésitez pas à la demander à votre libraire.

Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne

(Lénine - mars 1919, extraits)

Le 20e siècle s'achève sur un battage tonitruant célébrant l'avancée de la démocratie bourgeoise dans le monde et louant ses prétendus bienfaits. Et chacun de saluer ses victoires, tout au long de ce siècle, contre les dictatures, qu'elles soient rouges ou brunes, de prôner la généralisation de l'application de ses "grands principes généreux et humanistes". A en croire toute cette propagande qui cherche à nous faire prendre les vessies pour des lanternes, la situation qui a prévalu notamment après la chute du mur de Berlin et les combats dont le siècle a été le théâtre pour défendre et développer la démocratie nous permettent d'espérer et d'entrevoir "des perspectives de paix et d'harmonie" plus qu'encourageantes pour l'humanité.

Donc, face à la barbarie et à la misère croissante que nous impose le capitalisme, il n'y aurait pas d'autre possibilité que de nous comporter en "citoyen", pas d'autre issue que d'accepter le système parce qu'on nous dit que nous n'avons pas de meilleur choix, que nous n'avons pas le choix.

Si nous publions ici des extraits des *Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne* présentées par Lénine, le 4 mars 1919, au 1er congrès de

l'Internationale Communiste, c'est d'abord pour répondre à ce battage idéologique mensonger de la bourgeoisie. Ces *Thèses* rappellent en particulier que la démocratie dans le capitalisme n'est qu'une forme (la forme la plus efficace) de dictature qui réprime la classe ouvrière et défend la bourgeoisie et ses privilèges de classe exploiteuse. Elles rappellent que les libertés dont se gargarise la classe dominante ne sont qu'hypocrisie et duperie pour les exploités.

L'autre raison qui justifie aujourd'hui une telle publication est la nécessité de démentir la propagande bourgeoise qui s'évertue à faire en sorte que le communisme véritable soit assimilé au stalinisme, c'est-à-dire à une des pires dictatures qu'ait eu à subir le prolétariat mondial, qui s'évertue à faire de Staline le parfait continuateur de Lénine alors qu'il en est l'antithèse. Comme le montrent ces *Thèses*, écrites et présentées par Lénine, le communisme est la démocratie véritable, tandis que la démocratie bourgeoise n'est qu'une duperie qui permet à la classe dominante de donner une justification à la survivance de son système.

1. La croissance du mouvement révolutionnaire prolétarien dans tous les pays (1) suscite les efforts convulsifs de la bourgeoisie et des agents qu'elle possède dans les organisations ouvrières pour découvrir les arguments philosophico-politiques capables de servir à la défense de la domination des exploités. La condamnation de la dictature (2) et la défense de la démocratie figurent au nombre de ces arguments. Le mensonge et l'hypocrisie d'un tel argument répété à satiété dans la presse capitaliste et à la conférence de l'Internationale jaune de Berne en février 1919 (3) sont évidents pour tous ceux qui ne tentent pas de trahir les principes fondamentaux du socialisme (...)

3. L'histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'est jamais parvenue à la domination et n'a pu y parvenir sans passer par une période de dictature pendant laquelle elle s'empare du pouvoir politique et abat par la force la résistance désespérée, exaspérée, qui ne s'arrête devant aucun crime, qu'on toujours opposée les exploités. La bourgeoisie dont aujourd'hui la domination est soutenue par les socialistes qui pérorent sur la dictature *en général* et qui se démentent en faveur de la démocratie *en général*, a conquis le pouvoir dans les pays civilisés au prix d'une série d'insurrections, de guerres civiles, de l'écrasement par la force - des rois, des nobles, des propriétaires d'esclaves, - et par la répression des tentatives de restauration.

Des milliers de fois, les socialistes de tous les pays ont expliqué au peuple le caractère de classe de ces révolutions

bourgeoises, dans leurs livres, dans leurs brochures, dans les résolutions de leurs congrès, dans leurs discours de propagande. C'est pourquoi cette défense actuelle de la démocratie bourgeoise au moyen de discours sur la "dictature en général", tous ces cris et ces pleurs contre la dictature du prolétariat sous prétexte de condamner "la dictature en général", ne sont qu'une trahison véritable du socialisme, qu'une désertion caractérisée au profit de la bourgeoisie, qu'une négation du droit du prolétariat à sa révolution prolétarienne. C'est défendre le réformisme bourgeois, précisément à l'heure où il a fait faillite dans le monde entier, alors que la guerre a créé un état de choses révolutionnaire.

4. Tous les socialistes en démontrant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, ont exprimé cette idée déjà formulée, avec le maximum d'exactitude scientifique par Marx et Engels que la plus démocratique des républiques bourgeoises ne saurait être autre chose qu'une machine à opprimer la classe ouvrière à la merci de la bourgeoisie, la masse des travailleurs à la merci d'une poignée de capitalistes. Il n'y a pas un seul révolutionnaire, pas un seul marxiste parmi ceux qui crient aujourd'hui contre la dictature et pour la démocratie qui n'ait juré ses grands dieux devant les ouvriers qu'il acceptait cette vérité fondamentale du socialisme ; et maintenant que le prolétariat révolutionnaire est en fermentation et en mouvement, qu'il tend à détruire cette machine d'oppression et à conquérir la dictature du prolé-

riat, ces traîtres au socialisme voudraient faire croire que la bourgeoisie a donné aux travailleurs la "démocratie pure", comme si la bourgeoisie avait renoncé à toute résistance et était prête à obéir à la majorité des travailleurs, comme si, dans une république démocratique, il n'y avait pas une machine gouvernementale faite pour opérer l'écrasement du travail par le capital. (...)

8. La liberté de la presse est également une des grandes devises de la démocratie pure. Encore une fois, les ouvriers savent que les socialistes de tous les pays ont reconnu des millions de fois que cette liberté est un mensonge, tant que les meilleures imprimeries et les plus gros stocks de papier sont accaparés par les capitalistes, tant que subsiste le pouvoir du capital dans le monde entier avec d'autant plus de clarté, de netteté et de cynisme que le régime démocratique et républicain est plus développé, comme par exemple en Amérique. Afin de conquérir la véritable égalité et la vraie démocratie dans l'intérêt des travailleurs, des ouvriers et des paysans, il faut commencer par enlever au capital la faculté de louer les écrivains, d'acheter et de corrompre des journaux et des maisons d'édition, et pour cela il faut renverser le joug du capital, renverser les exploités, briser leur résistance. Les capitalistes appellent liberté de la presse la faculté pour les riches de corrompre la presse, la faculté d'utiliser leurs richesses pour fabriquer et pour soutenir la soi-disant opinion publique. Les défenseurs de la "démocratie pure" sont en réalité une

fois de plus des défenseurs du système vil et corrompu de la domination des riches sur l'instruction des masses, ils sont ceux qui trompent le peuple et le détournent avec de belles phrases mensongères, de cette nécessité historique d'affranchir la presse de son assujettissement au capital. De véritable liberté ou égalité, il n'y en aura que dans le régime édifié par les communistes, dans lequel il serait matériellement impossible de soumettre la presse directement ou indirectement au pouvoir de l'argent, dans lequel rien n'empêchera chaque travailleur, ou chaque groupe de travailleurs, de posséder ou d'user, en toute égalité, du droit de se servir des imprimeries et du papier de l'Etat.

9. L'histoire du 19e siècle et du 20e siècle nous a montré, même avant la guerre, ce qu'était la fameuse démocratie pure sous le régime capitaliste. Les marxistes ont toujours répété que plus la démocratie était développée, plus elle était pure, plus aussi devait être vive, acharnée et impitoyable la lutte des classes, et plus apparaissait purement le joug du capital et la dictature de la bourgeoisie. L'affaire Dreyfus de la France républicaine, les violences sanglantes des détachements soudoyés et armés par les capitalistes contre les grévistes dans la république libre et démocratique d'Amérique, ces faits et des milliers d'autres semblables découvrent cette vérité qu'essaye en vain de cacher la bourgeoisie, que c'est précisément dans les républiques les plus démocratiques que règnent en réalité la terreur et la dictature de la bourgeoisie, terreur et dictature qui apparaissent

ouvertement chaque fois qu'il semble aux exploités que le pouvoir du capital commence à être ébranlé.

10. La guerre impérialiste de 1914-1918 a définitivement manifesté, même aux yeux des ouvriers non éclairés, ce vrai caractère de la démocratie bourgeoise, même dans les républiques les plus libres - comme caractère de dictature bourgeoise. (...) C'est la guerre qui, mieux que tout, a ouvert les yeux aux travailleurs, a arraché les faux appâts à la démocratie bourgeoise, a montré au peuple tout l'abîme de la spéculation et du lucre pendant la guerre et à l'occasion de la guerre. C'est au nom de la liberté et de l'égalité que la bourgeoisie a fait cette guerre ; c'est au nom de la liberté et de l'égalité que les fournisseurs aux armées ont amassé des richesses inouïes. Tous les efforts de l'Internationale jaune de Berne n'arriveront pas à dissimuler aux masses le caractère d'exploitation actuellement manifeste de la liberté bourgeoise, de l'égalité bourgeoise, de la démocratie bourgeoise.

11. Dans le pays capitaliste le plus développé d'Europe, en Allemagne, les premiers mois de cette complète liberté républicaine, apportée par la défaite de l'Allemagne impérialiste, ont révélé aux ouvriers allemands et au monde entier le caractère de classe de la république démocratique bourgeoise. L'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg est un événement d'une importance historique universelle, non

(SUITE PAGE 6)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entremassacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (*l'Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, *l'Internationale Socialiste*, 1884-1914, *l'Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.